



Pièces métalliques de haute précision

## Laissons l'industrie reprendre son souffle !

Jean-Pierre Hauet

**L**es économies européennes traversent une passe très difficile et tout le monde s'en inquiète. Les Etats ont fait le maximum pour atténuer les effets de la crise économique intervenue à partir de la mi-2008 mais leurs capacités d'intervention sont aujourd'hui épuisées et les équilibres monétaires et financiers leur commandent de prendre des mesures de redressement budgétaire dont on redoute une incidence dramatique sur le niveau de la production, de la consommation et de l'emploi.

Chaque nation se pose alors la question de savoir quels sont ses atouts, sur quel pilier elle peut s'adosser, quelle mesure elle peut prendre pour protéger ses activités qui s'étiolent.

Et tout d'un coup, la France découvre qu'elle a perdu l'essentiel de son industrie. Quelle proportion de Français a réalisé que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total est passée en France en dix ans (1997-2007) de 25,1 % à 13,6 %, après avoir connu un maximum historique de 38,5 % et qu'entre 2000 et 2007, avant tout effet lié à la crise, ce sont près de 500 000 emplois salariés qui avaient disparu en France dans l'industrie ? L'ampleur de ce phénomène a été masquée pendant plusieurs années parce que d'une part l'industrie française parvenait, grâce à des gains de productivité élevés, à maintenir la croissance de la valeur ajoutée qu'elle créait, d'autre part parce que le citoyen trouvait son compte dans l'accès qui lui était donné à des biens de consommation bon marché, dans le domaine de l'électronique grand public ou de l'informatique, par exemple, enfin parce que les Français aussi bien que les Américains étaient hypnotisés par les mirages de l'économie virtuelle,

par cet argent facile qui semblait disponible, qui attirait les jeunes et leur faisait miroiter des carrières rapides et brillantes.

Aujourd'hui, avec les menaces qui planent sur la quasi-totalité des secteurs qui constituent encore notre industrie, avec les propositions de reclassement qui sont parfois faites vers des pays en développement, conformes à la réglementation peut-être, mais à coup sûr provocatrices et dérisoires, les Français prennent peur et se demandent s'ils ne vont pas voir leur niveau de vie et surtout celui de leurs enfants s'aligner par le bas sur celui de pays qui n'étaient pour eux jusqu'à ce jour que des destinations touristiques.

Les Français réalisent que beaucoup d'emplois dits « non délocalisables » et dont on leur a vanté les mérites créent peu de valeur ajoutée et n'offrent pas les mêmes perspectives de rémunération et de progression de carrière que les emplois industriels.

On ne doit donc pas d'étonner que beaucoup de jeunes diplômés choisissent d'aller exercer leurs talents dans des pays qui leur semblent davantage porteurs d'avenir.

La France souffre plus de désindustrialisation que de délocalisation

Alors, on vient à mettre en cause les échanges et les mobilités et l'on se demande si le moment n'est pas venu de revenir à des politiques beaucoup plus protectrices. Des mouvements d'opinion se développent, faisant feu de tout bois : il devient de bon ton de critiquer les transports, qu'ils soient autoroutiers ou aériens, alors que ceux-ci répondent à des objectifs évidents de développement économiques et humains et constituent un facteur de valorisation des territoires.

Les délocalisations sont pointées du doigt et le dumping environnemental et social est fustigé. Pourtant les délocalisations,



